

Guerre d'Algérie: Benjamin Stora se défend d'être contre des «excuses»

L'historien Benjamin Stora a réaffirmé lors d'une interview, à un journal algérien, que dans son rapport, il n'y a pas *le slogan*, «*ni excuses ni repentance.*»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 4 heures



L'historien Benjamin Stora, à l'origine du rapport sur la guerre d'Algérie, le 19 janvier 2021. AFP

L'historien français Benjamin Stora se défend d'être opposé à des «*excuses*» de la France pour la colonisation en Algérie, comme il lui a été reproché dans son rapport sur la réconciliation mémorielle entre les deux pays, dans un entretien dimanche 7 février avec un journal algérien.

«*J'ai dit, écrit dans mon rapport, que je ne voyais pas d'inconvénient à la présentation d'excuses de la France à l'Algérie pour les massacres commis*», affirme Benjamin Stora dans un long entretien publié par le quotidien francophone *L'Expression*, proche du

pouvoir.

Son rapport, commandé en juillet par le président français Emmanuel Macron et remis le 20 janvier, continue de soulever une avalanche de critiques de la part des médias et d'historiens, aussi bien en Algérie qu'en France, notamment pour ne pas avoir pris position en faveur d'«excuses» de Paris.

«Soyons clairs: il n'y a pas dans mon rapport le slogan, 'ni excuses ni repentance'», souligne l'historien. Si Emmanuel Macron s'est engagé à prendre des «actes symboliques» pour apaiser les mémoires sur la colonisation et la guerre d'Algérie (1954-1962) et tenter de réconcilier les deux pays, il a exclu de présenter les «excuses» demandées par Alger.

En l'absence du président Abdelmadjid Tebboune, soigné en Allemagne pour des complications post-Covid-19, les autorités algériennes n'ont pas encore commenté le rapport. Mais la puissante Organisation officielle des moudjahidine, les anciens combattants de la guerre d'indépendance, a rejeté le document qui *«a omis d'aborder (...) les différents crimes coloniaux perpétrés par l'État français»*.

«La proposition n'était pas d'écrire une histoire de l'Algérie contemporaine, mais de mesurer les effets de cette guerre d'indépendance dans la fabrication des différents groupes de mémoires en France», souligne Benjamin Stora. Le spécialiste reconnu de l'histoire de l'Algérie se défend d'avoir travaillé comme un *«fonctionnaire de l'Élysée»* ou un *«conseiller»* mais *«comme un historien, un universitaire»*.

«Je ne suis pas un 'représentant de l'État français', mais un chercheur (...)» Dans cette interview, Benjamin Stora se dit surpris par *«l'énorme retentissement médiatique»* de son rapport, *«ce qui démontre que la question de la guerre d'indépendance algérienne reste toujours un sujet brûlant»*.

À l'approche du 60e anniversaire de la fin de la guerre et de l'indépendance de l'Algérie en 2022, la *«réconciliation des mémoires»* est un des dossiers prioritaires entre Alger et Paris. Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune se sont engagés à retravailler ensemble sur ce dossier mémoriel dès le retour du président algérien.